

Après la Catalogne, à qui le tour ?

INDÉPENDANTISME. La victoire des séparatistes catalans, dimanche, pourrait animer les velléités séparatistes dans certains pays. Faut-il craindre un effet domino ?

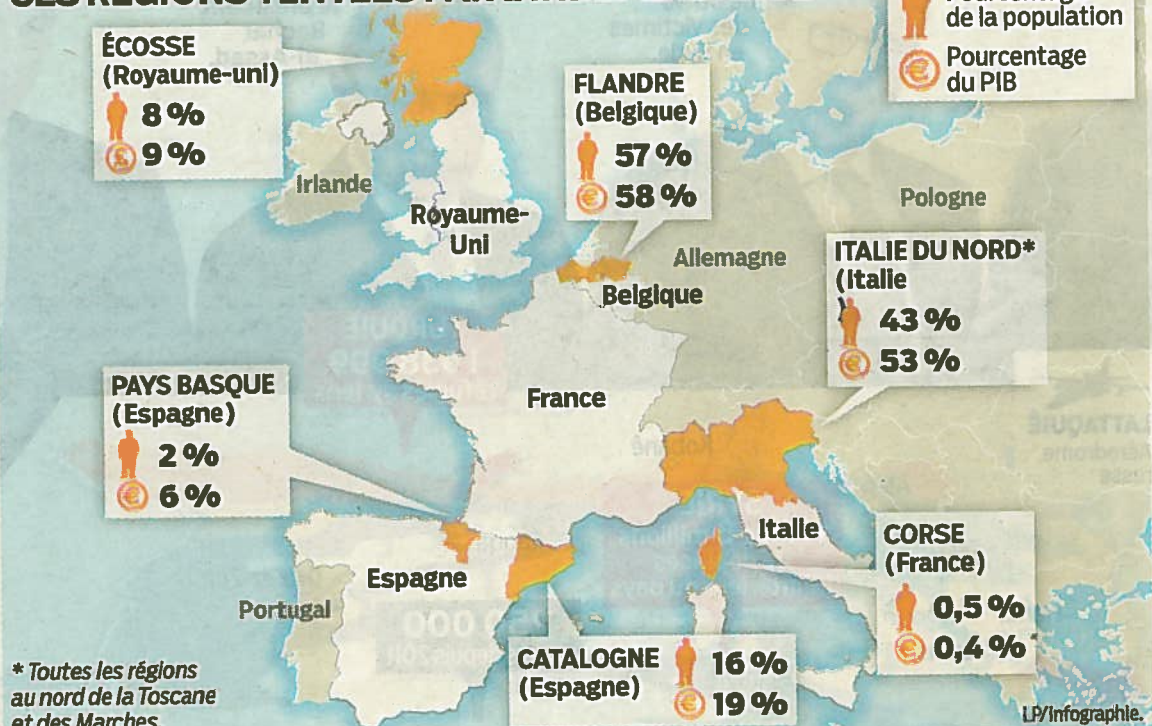
NOTRE MADRID ET BARCELONE, match ne fait que commencer. Dès leur victoire dimanche soir lors des élections régionales, les indépendantistes de **Catalogne** veulent enclencher le processus de scission. Face à eux, le gouvernement espagnol joue déjà la défense de fer. « Je suis prêt à dialoguer, mais je ne vais parler ni de l'unité de l'Espagne ni de sa souveraineté », a prévenu Mariano Rajoy, le Premier ministre conservateur. Dans le bras de fer qui s'engage, la prochaine étape décisive aura lieu le 11 décembre, à l'occasion des élections législatives qui pourraient remettre les cartes si l'intransigentant Rajoy n'est pas reconduit à la tête du pays. « On verra bien, mais je ne crois pas que l'indépendance soit au bout », aurait fallu un plébiscite dimanche, et c'est une victoire pas si nette. La population catalane reste très divisée », analyse Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Delors, laboratoire d'idées proeuropéen, qui voit plutôt la Catalogne se diriger vers un statut de forte autonomie, comme la région basque.

La France est épargnée

En attendant, le Vieux Continent, déjà malade de la crise et des populismes, s'offre là un souci supplémentaire. Car au-delà de l'Espagne, le risque de contagion existe notamment dans certains pays minés de l'intérieur par les tentations indépendantistes, que les motivations soient linguistiques, culturelles ou économiques. C'est le cas de la Belgique et de sa si frondeuse **Flandre**. Si la pression exercée par les séparatistes flamands sur la Wallonie, bien moins prospère, a failli démanteler la Belgique, le pays peut aujourd'hui espérer : en acceptant de participer à une coalition gouvernementale, le puissant NVA, parti nationaliste flamand, a mis sous le boisseau sa vieille revendication... Provisoirement !

L'Ecosse, elle, a passé son tour il y a un an, quand la population, consultée par référendum, a rejeté l'indépendance. Si les leaders séparatistes sont revenus récemment à la charge, « il y a peu de chance qu'une nouvelle consultation ait lieu avant dix ans », pronostique Yves Bertoncini. Plutôt que la scission, les négociations visent donc à obtenir de Lon-

CES RÉGIONS TENTÉES PAR L'INDÉPENDANCE



dres plus de pouvoirs encore. Un scénario pourrait tout chambouler : si la Grande-Bretagne décide — par référendum, d'ici à 2017 — de sortir de l'UE. « Alors l'Ecosse, proeuropéenne, fera le forcing », poursuit l'expert. Voire l'Italie du Nord.

Quant à l'Italie, elle aussi vit dans la crainte du morcellement entre le Nord et le Sud. Vénétie, Lombardie... les riches régions au nord du Pô (les séparatistes l'ont baptisée la **Padanie**) rêvent de se séparer du sud de la Botte, qu'ils ne veulent plus porter à bout de bras. Mais la menace régionaliste ne paraît pas très dangereuse.

La France, enfin, est épargnée. Le Pays basque ou la Corse font valoir leurs revendications depuis longtemps. Mais le manque d'assise populaire de ces mouvements, l'impasse de la lutte armée et le faible poids économique de ces régions ont calmé les ardeurs. La ratification à venir de la charte européenne des langues régionales — attendue depuis plus de quinze ans — pourrait les réveiller.

CHARLES DE SAINT SAUVEUR

